



Réponse du Groupe CANAL+ à la consultation publique relative à l'analyse du bilan et des perspectives de la régulation du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre

Le Groupe CANAL+ remercie l'Autorité de lui donner l'opportunité de commenter son analyse du bilan et des perspectives de la régulation du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre.

Question 1 : L'Autorité invite les contributeurs à compléter son analyse par des informations supplémentaires ou des points qu'elle n'aurait pas cités.

Le Groupe CANAL+ partage d'une manière générale l'analyse faite par l'Autorité du marché de gros des services audiovisuels.

S'agissant du bilan de la régulation mise en place en 2009, le Groupe CANAL+ considère qu'elle a été globalement efficace et a porté ses fruits en permettant de faire émerger une certaine concurrence qui s'est traduite par une baisse des tarifs de diffusion. Pour autant force est de constater que la concurrence s'est surtout développée sur le réseau secondaire et beaucoup moins sur le réseau primaire où TDF reste dans une position très prééminente et Towercast son seul concurrent. CNH a pourtant cherché à faire jouer la concurrence autant que faire ce peut en lançant une multitude d'appels d'offres à la fois sur le réseau primaire et sur le réseau secondaire et en choisissant des opérateurs alternatifs dès que l'offre de ces derniers était la plus intéressante.

Ce constat sur le réseau primaire, allié à celui de la position toujours prééminente de TDF et de la « fragilité » de la concurrence, en particulier Itas Tim, nous conduit à penser que cette concurrence doit encore être encouragée et protégée.

De plus, le réseau hertzien va subir dans les prochains mois et années de nouvelles évolutions importantes : réaménagements des fréquences, déploiement de nouveaux multiplexes, évolutions technologiques (passage au MPEG4, DVB-T2...) qui justifient eux-aussi le maintien d'une certaine régulation.

Pour l'ensemble de ces raisons **le Groupe CANAL+ est favorable au maintien de la régulation actuelle avec un certain nombre d'aménagements pour**

tenir compte de l'expérience du cadre réglementaire précédent et améliorer encore l'efficacité de cette régulation. Cette régulation est en effet la garantie d'une concurrence saine sur le marché de la diffusion des services audiovisuels, lequel n'est pas encore suffisamment mûr pour envisager de lever la régulation.

Le Groupe CANAL+ souhaite attirer l'attention de l'ARCEP sur le fait que les procédures mises en œuvre par le CSA et relatives aux changements d'opérateurs de diffusion lors des renouvellements d'appels d'offres génèrent des contraintes notamment en matière de couverture et peuvent indirectement conduire à décourager les opérateurs de multiplex de choisir un opérateur alternatif à l'opérateur historique et ainsi constituer un réel frein au développement de la concurrence.

Question 2 : L'Autorité invite les contributeurs à compléter son analyse des perspectives de la diffusion TNT, par des informations supplémentaires ou des points qu'elle n'aurait pas cités.

Le Groupe CANAL+ partage l'analyse de l'ARCEP selon laquelle « *il est probable que la TNT demeurera la plateforme principale et incontournable de diffusion de la télévision au cours de la période couverte par le prochain cycle* ». Aujourd'hui, le Groupe CANAL+ compte un peu plus d'un million de foyers abonnés en TNT.

Le Groupe rappelle que le déploiement de la TNT, son évolution et l'entretien du réseau impliquent des investissements très lourds pour les chaînes de télévision. Dans ces conditions, le Groupe CANAL+ estime que la garantie d'une bonne concurrence sur le marché de la diffusion audiovisuelle ne peut passer que par une régulation définie par l'ARCEP.

En outre, le déploiement de nouveaux multiplexes (R7 et R8) ainsi que le développement des services de radio et de la téléphonie mobile 3G et 4G modifieront significativement l'économie actuelle du marché de la diffusion. Le Groupe CANAL+ souhaite donc que ces évolutions fassent bénéficier les multiplexes d'une réduction significative des tarifs de diffusion du fait de la mutualisation renforcée des infrastructures de diffusion.

S'agissant des observations de l'ARCEP sur la modification de la durée des contrats qui lient les multiplexes et les diffuseurs, le Groupe CANAL+ fait observer qu'il fait partie des multiplexes qui privilégient les appels d'offres par plaques géographiques. Or, à partir du moment où les opérateurs de multiplexes anticipent largement les appels d'offres, les 1136 sites étant maintenant connus de tous les diffuseurs ainsi que les dates d'échéance des contrats, les risques évoqués par l'ARCEP ne nous semblent pas fondés.

Par ailleurs, les appels d'offres par plaques géographiques ne nous semblent pas constituer une contrainte supérieure à celle que les diffuseurs ont eu à connaître au moment du

déploiement initial du réseau qui impliquait de faire des offres sur un nombre important de sites, sites qui n'étaient d'ailleurs pas regroupés d'un point de vue géographique.

Question 3 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur la définition du marché pertinent qu'elle propose.

Le Groupe CANAL+ partage l'analyse de l'ARCEP selon laquelle le périmètre de la régulation actuelle doit être maintenu, à savoir la régulation du marché de gros amont des services de diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels en mode numérique, en particulier sur le réseau principal et qu'il n'est pas nécessaire d'encadrer le marché de gros aval.

Il partage également son analyse de la pertinence de maintenir une régulation ex ante sur ce marché. La régulation doit être maintenue essentiellement sur le réseau principal sur lequel TDF détient la quasi exclusivité des sites. Sur le réseau complémentaire, les possibilités de réplifications sont bien réelles et les diffuseurs alternatifs ont montré leur capacité à déployer de nouveaux sites équivalents.

Question 4 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'application du « test des trois critères » au présent marché.

Le Groupe CANAL+ partage l'analyse de l'Autorité sur la réunion des trois critères définis par la Commission européenne concernant le marché de gros amont des services de diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels en mode numérique.

Question 5 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'analyse de l'Autorité concernant la situation de TDF sur le marché.

Comme indiqué en réponse à la question 1, la régulation mise en place en 2009 a permis à la concurrence de se développer mais celle-ci reste encore fragile et le maintien de la régulation, dans le contexte d'un réseau hertzien en pleine évolution (réaménagements de fréquences, développement de nouveaux multiplexes...) permettrait sans conteste de renforcer cette concurrence.

En outre, force est de constater, comme l'Autorité le fait d'ailleurs elle-même, que de nombreux sites restent non répliquables, ce qui justifie de maintenir une régulation forte pour ceux-ci.

Question 6 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur la proposition d'un encadrement tarifaire (pour les prestations imposées à TDF) issu d'un modèle technico-économique de réseau établi par l'ARCEP, ainsi que sur les différentes modalités envisagées.

S'agissant de l'encadrement tarifaire, le Groupe CANAL+ souhaite faire part à l'Autorité des commentaires suivants :

- Il convient de maintenir une distinction entre sites répliquables et sites non répliquables. Le Groupe CANAL+ constate à ce titre que les critères retenus par l'Autorité étaient globalement pertinents puisque seulement 2 sites définis comme non répliquables ont été répliqués. Il convient de plus que l'Autorité conserve une possibilité de révision de la liste des sites non répliquables au cours du cycle de régulation.
- Concernant les sites non répliquables, le Groupe CANAL+ considère nécessaire de maintenir une régulation des tarifs d'accès orientés vers les coûts.
- Pour les sites répliquables, le Groupe CANAL+ considère que la régulation devrait se concentrer essentiellement sur les prestations d'hébergement de TDF.

Question 7 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur les autres évolutions envisagées en termes d'obligations mises en œuvre sur le marché.

Concernant toujours les prestations d'hébergement, le Groupe CANAL+ accueille favorablement les propositions de l'ARCEP visant à renforcer l'efficacité de la régulation dans ce domaine : généralisation de l'accès à un hébergement extérieur des équipements actifs des opérateurs alternatifs, obligation plus générique d'accès à l'ensemble des moyens techniques mis en place sur un site de diffusion et nécessaires pour servir les multiplex, amélioration de la non discrimination technique.